

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSS/W/43

19 janvier 2001

(01-0339)

**Conseil du commerce des services
Session extraordinaire**

Original: anglais

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA BARBADE AU NOM DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM)

Négociations sur les services dans le cadre de l'OMC

On trouvera ci-après une proposition conjointe des membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM): Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Commonwealth de Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, République de Trinité-et-Tobago, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie et Suriname. La délégation de la Barbade l'a fait parvenir au Secrétariat, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

I. CONTEXTE

1. Aux termes de l'article XIX de l'AGCS, les Membres doivent engager des séries de négociations afin d'élever progressivement le niveau de libéralisation. Conformément à ce mandat, les négociations ont commencé au début de février 2000. En outre, le Conseil a établi, à sa session extraordinaire du 26 mai, un "guide" qui prévoyait l'achèvement de cette phase de préparation et d'évaluation en mars 2001.

II. ÉVALUATION

2. Le paragraphe 3 de l'article XIX de l'AGCS dispose que, pour chacune de ces séries de négociations, des lignes directrices et des procédures seront établies. Le Conseil y est aussi invité à procéder à une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle en se référant aux objectifs de l'AGCS, y compris ceux qui sont énoncés au paragraphe 1 de l'article IV.

3. Les Membres sont convenus, en février 2000, que l'évaluation du commerce des services devrait devenir un point permanent de l'ordre du jour de la session extraordinaire du Conseil du commerce des services. Ils sont également convenus que l'évaluation devrait être considérée comme un processus continu et non comme un exercice isolé.

4. Nous estimons qu'une évaluation appropriée est indispensable pour mener convenablement les négociations sur la poursuite de la libéralisation et pour atteindre les objectifs énoncés dans

l'Accord.¹ L'évaluation à laquelle le Conseil a procédé aux cinq réunions formelles de sa session extraordinaire n'a pas porté suffisamment sur les prescriptions énoncées à l'article XIX.

5. Conscients de tout ce que l'évaluation représente du point de vue des ressources, les Membres de la CARICOM demandent instamment au Conseil du commerce des services de mettre en place des mécanismes appropriés pour que ces ressources soient disponibles.

6. Nous estimons que concrètement l'évaluation devrait porter sur les conséquences des engagements spécifiques contractés par les Membres de l'OMC dans le cadre de l'AGCS sur le commerce mondial des services. À notre avis, il importe qu'une telle évaluation permette de déterminer dans quelle mesure ces engagements ont contribué à accroître la participation des pays en développement au commerce des services, à renforcer leur capacité nationale de fournir des services, et à améliorer l'accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information pour ce groupe de pays.

III. EXAMEN TECHNIQUE DE L'AGCS

7. La CARICOM estime que la révision de l'AGCS, lorsqu'elle est nécessaire, devrait viser uniquement à assurer la cohérence juridique des dispositions de l'Accord et à en améliorer la clarté. Nous ne sommes favorables à un examen technique de ces dispositions que si l'architecture et les principes existants de l'AGCS ne sont pas modifiés et si cet examen n'entraîne pas d'obligations supplémentaires pour les Membres.

IV. MODALITÉS DES NÉGOCIATIONS

8. Les négociations sur les services devraient être fondées sur la méthode des demandes et des offres, qui pourrait être complétée par d'autres approches convenues par les Membres de l'OMC. Ces autres techniques de négociation ne devraient pas s'écarter de l'approche fondée sur une liste positive énoncée dans la partie III de l'AGCS, et ne doivent être utilisées qu'en cas de consensus général parmi les Membres. Si d'autres méthodes sont utilisées, elles devraient être clairement exposées dans les lignes directrices et procédures qui doivent être établies avant le début des négociations de fond sur les engagements spécifiques. Dans l'élaboration de ces lignes directrices, il faudrait promouvoir les intérêts de tous les participants.

V. CALENDRIER ET DÉROULEMENT DES NÉGOCIATIONS

9. La CARICOM estime qu'il faudrait s'efforcer dans toute la mesure du possible d'accélérer les travaux du Groupe de travail des règles de l'AGCS et du Comité des engagements spécifiques. Les négociations sur les engagements spécifiques devraient commencer uniquement lorsque la nature du résultat final des travaux entrepris par ces organes apparaîtra clairement. Nous estimons également que l'élaboration des règles en matière de réglementation intérieure devrait se poursuivre parallèlement aux négociations sur les engagements spécifiques.

VI. SUBVENTIONS

10. L'article XV de l'AGCS dispose que les Membres doivent engager des négociations en vue d'élaborer des disciplines multilatérales qui permettraient d'éviter les effets de distorsion que les subventions concernant les services peuvent avoir sur le commerce des services.

¹ Par conséquent, nous avons accueilli avec intérêt les propositions présentées à cet effet par les autres Membres, par exemple Maurice au nom du Groupe africain (Communication présentée par Maurice au nom du Groupe africain, S/CSS/W/7, 4 octobre 2000).

11. Nous soulignons que les négociations sur les subventions dans le cadre de l'AGCS devraient tenir compte de la nécessité de ménager une flexibilité appropriée en faveur des pays en développement Membres. Les petits pays en développement ont besoin d'accorder des subventions afin d'encourager leurs fournisseurs de services à participer au commerce international des services et de poursuivre leur développement. Les négociations devraient donc prévoir la possibilité de maintenir les programmes existants et d'en introduire de nouveaux afin d'améliorer la capacité nationale de fournir des services dans ces pays, ainsi qu'il est prévu à l'article IV.

VII. SAUVEGARDES

12. Nous appuyons la proposition visant à inclure des mesures de sauvegarde dans l'AGCS. Nous attachons une grande importance à la question des mesures de sauvegarde d'urgence dans le domaine des services, que nous considérons comme un instrument utile pour contrecarrer les effets négatifs découlant de la libéralisation du commerce des services. Nous partageons le point de vue selon lequel l'existence de disciplines multilatérales dans ce domaine encouragerait la participation active des pays en développement.

13. Jusqu'à présent, des tentatives ont été faites en vue de restreindre l'applicabilité des mesures de sauvegarde au commerce transfrontières des services. La CARICOM est persuadée que ces mesures devraient être étendues à d'autres modes de fourniture.

VIII. EXEMPTIONS DE L'OBLIGATION NPF

14. Reconnaisant que les pays en développement ont besoin d'une plus grande flexibilité, la CARICOM est favorable au maintien des arrangements concernant les exemptions de l'obligation NPF, y compris les dispositions de l'article V de l'AGCS et les exemptions en rapport avec les accords internationaux.

IX. MODE 4 – MOUVEMENT DES PERSONNES PHYSIQUES DANS LE CADRE DE L'AGCS

15. Les pays en développement ont pris des engagements substantiels concernant de nombreux secteurs de services sans bénéficier de concessions ayant une valeur économique significative, car les secteurs et les domaines présentant un intérêt pour ces pays n'ont pas été suffisamment libéralisés par les pays développés. Ils sont particulièrement préoccupés par les progrès limités de la libéralisation concernant le mode 4 – le mouvement des personnes physiques.

16. Les membres de la CARICOM estiment, comme d'autres Membres, qu'il est essentiel de poursuivre la libéralisation du mouvement des personnes physiques afin de mettre en œuvre pleinement l'article IV:1 c), qui prévoit la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture présentant un intérêt pour les pays en développement.

X. RECONNAISSANCE MUTUELLE ET NORMES

17. La pratique de certains pays développés Membres qui consiste à prévoir des prescriptions en matière de qualification/certification et/ou d'octroi de licences pour certaines catégories de fournisseurs de services peut, dans certains cas, restreindre l'accès aux marchés des fournisseurs de services opérant dans les secteurs-clés des pays en développement. Dans de nombreux cas, les prescriptions dépassent celles qui sont réellement nécessaires pour le service à fournir, si bien que les qualifications professionnelles et les titres universitaires des candidats ne sont pas reconnus.

18. La CARICOM propose que l'on s'efforce d'accélérer les travaux prescrits à l'article VII.

XI. TRAITEMENT DES PETITES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

19. En tant que petites économies en développement, nous accordons une importance particulière aux paragraphes 2 et 3 de l'article XIX et à l'article IV, qui prévoient une flexibilité et un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés.

20. Nous estimons que les négociations devraient prendre en compte dûment à la fois le niveau de développement et la taille de l'économie si l'on veut que les petites économies en développement tirent réellement parti du système commercial multilatéral en ce qui concerne les services. Nous estimons aussi que, dans des circonstances appropriées, on peut s'approcher du traitement des petites économies en développement en étudiant les propositions du point de vue des petits fournisseurs de services.

21. Les petites économies peuvent connaître certaines périodes de croissance économique, mais leur infrastructure physique et humaine limitée pose des difficultés particulières qui ne peuvent pas être facilement atténuées. En outre, la libéralisation du commerce des services entraîne pour les petites économies en développement des obligations très lourdes, entre autres en matière de réglementation.

22. Par conséquent, nous soulignons la nécessité d'accorder un traitement "spécial et différencié" aux pays en développement, en particulier aux petites économies en développement. Nous estimons, comme d'autres Membres, que les modalités des négociations devraient être établies de manière à tenir compte, comme il convient, de la libéralisation progressive, des différents niveaux de participation aux initiatives plurilatérales et multilatérales, de la flexibilité des délais, et de l'octroi de périodes de mise en place progressive et de transition pour les pays en développement et les pays les moins avancés.

23. Ce traitement devrait être fondé sur une évaluation rigoureuse des besoins de ces économies et de l'efficacité escomptée des mesures proposées. Nous soulignons la nécessité de prévoir une assistance technique pour procéder à ces évaluations et de recueillir des renseignements statistiques sur le commerce des services.
